

Un appel à produire davantage

SOUVERAINETÉ

« Si nous sommes réunis ici, c'est que la guerre agricole se prépare », a déclaré le 8 décembre la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, dans un discours au vocabulaire martial, pour lancer les « Conférences de la souveraineté alimentaire » destinées à définir une stratégie agricole nationale sur dix ans. Pour la ministre, l'actualité mondiale – guerre en Ukraine, politique douanière américaine, taxes chinoises – dissipe « l'illusion » d'une prospérité durable, sur fond de pressions climatiques ou encore démographiques, dans un discours appelant à un « grand réveil alimentaire ».

Un « fonds souverain agricole »

La ministre de l'Agriculture Annie Genevard a aussi proposé de créer un « fonds souverain agricole ». Ce fonds pourrait « permettre aux épargnants qui aiment les agriculteurs de choisir

d'investir dans leur alimentation, d'inciter les acteurs de l'aval et de la distribution, l'État lui-même, à contribuer aux financements des investissements de leurs fournisseurs pour sécuriser leurs approvisionnements ».

Accueil mitigé des syndicats

Ce lancement des « Conférences de la souveraineté alimentaire » a été positivement accueilli par des acteurs industriels : « C'était un ton volontaire et réaliste », a commenté Dominique Chargé, président de la Coopération agricole. Mais l'événement a été boudé par les 3 syndicats agricoles – à l'exception des Jeunes Agriculteurs. « Planifier l'agriculture est une demande du réseau Jeunes Agriculteurs que nous avons obtenue dans la dernière loi d'orientation agricole », a rappelé le syndicat dans un communiqué le 8 décembre. La FNSEA, elle, participe bien aux conférences – qui ont déjà démarré –, mais a boycotté

un rendez-vous vu comme « une opération de communication ». Pour la Coordination rurale, le « grand réveil alimentaire » est « un mépris total de la profession », explique le syndicat, pour qui « l'heure n'est plus aux discussions mais bel et bien à un réveil politique pour une réforme structurelle complète ». Et de mettre en avant quatre mesures : « Revenir en arrière sur la loi sur l'eau, réviser l'ensemble du Code de l'environnement, sortir le 'principe de précaution' de la Constitution, sortir le 'vin' de la loi Évin ».

Propositions radicalement différentes, mais même rejet de l'événement à la Confédération paysanne : « Face au changement climatique, le productivisme a atteint ses limites », a réagi Stéphane Galais, porte-parole, déplorant une vision de la souveraineté basée sur le « produire plus » et non sur la capacité d'une société à choisir son agriculture et son alimentation.

Agrapresse